

Questions orales

Cette semaine, nous avons appris que deux de ces sociétés ont viré des millions de dollars à l'étranger tout en haussant les prix du pétrole. Je me demande si le ministre pourrait dire à la Chambre quelles mesures il prend pour mettre fin à cette situation intolérable.

L'hon. Walter Baker (président du Conseil privé et ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, comme l'honorable représentant le sait, il ne sied pas, bien entendu, de discuter à la Chambre des questions précises se rapportant à l'impôt sur le revenu et à la loi de l'impôt sur le revenu. Je suis sûr que le député le comprend. Je voudrais lui assurer que le ministère du Revenu national assume les responsabilités qui lui sont conférées en vertu des lois pertinentes, précisément au sujet des questions qu'il a soulevées.

L'IMPOSITION DE LA HAUSSE DES REVENUS RÉALISÉS PAR LES MULTINATIONALES PÉTROLIÈRES

M. Ed Lumley (Stormont-Dundas): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Étant donné qu'il a été le premier à soulever cette question à la Chambre lorsqu'il a dit qu'il discuterait avec les compagnies pétrolières multinationales la question de l'impôt sur les profits trop élevés, je voudrais qu'il nous dise s'il a l'intention de rester sur sa dernière position qui consiste à imposer les revenus plutôt que les profits que ces sociétés tireront des hausses du prix du pétrole attendues dans les prochaines semaines.

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous étudions activement les moyens à prendre pour permettre au gouvernement de récupérer la quasi-totalité des revenus additionnels que ces hausses de prix procureront aux sociétés pétrolières, afin de pouvoir affecter ces sommes à la réalisation de nos objectifs énergétiques nationaux.

* * *

L'ÉNERGIE

L'APPROVISIONNEMENT PÉTROLIER DES MARITIMES CET HIVER

M. Maurice Harquail (Restigouche): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que la réponse que le premier ministre a donnée au chef de notre parti au sujet de l'approvisionnement des provinces de l'Atlantique n'en était pas une, que l'Iran a interrompu ses livraisons de pétrole à cette région et que le premier ministre a annoncé qu'on n'envisage pas de construire un pipe-line vers les Maritimes, le ministre pourrait-il nous dire ce qu'il a l'intention de faire pour répondre à l'appel de détresse qu'a lancé le premier ministre de la Nouvelle-Écosse dans les journaux de ce matin pour demander qu'on garantisse aux Canadiens des provinces de l'Atlantique qu'ils auront assez de pétrole?

L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je tiens simplement à

[M. Lumley.]

signaler, pour répondre à la question du député, que je m'emploie actuellement à prendre un certain nombre d'initiatives qui nous permettront de passer l'hiver. Le gouvernement fédéral étudie un certain nombre d'options avec l'industrie visant la mise au point d'énergies de remplacement. Ces consultations sont menées de façon très soutenue avec les sociétés concernées.

Je prends également certaines initiatives pour réduire notre consommation d'énergie et pour exposer, à tous les paliers de gouvernement les directives qu'ils pourraient donner à cet effet. J'ai écrit ce jour aux premiers ministres provinciaux dans ce sens. C'est une question que je compte aborder lors de la réunion des premiers ministres, car c'est grâce à ces mesures que nous pourrions passer l'hiver. Nous nous en sortirions sauf en cas de coup dur provoqué par une interruption inopinée d'une partie relativement importante de nos approvisionnements. Nos efforts sont orientés dans ce sens.

* * *

LE TRANSPORT AÉRIEN

LA POSITION DU GOUVERNEMENT CONCERNANT L'AVENIR DE NORDAIR

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Je m'excuse de ne pas lui en avoir donné préavis. Sachant l'intérêt qu'il porte aux voyageurs des provinces de l'Atlantique qui ont recours aux services de transport aérien, je voudrais lui demander de dire à la Chambre si le gouvernement a maintenant pris une décision concernant l'avenir de Nordair.

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le cabinet étudie actuellement cette question. Nous étudions les problèmes de transport des habitants du Canada atlantique, du Québec et de l'Ontario.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ENVOI DE VIVRES PAR AVION AU KAMPUCHEA

M. Gilbert Parent (Welland): Ma question s'adresse au premier ministre. Hier, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a parlé des grandes souffrances du peuple du Kampuchea. De retour d'une visite au siège des Nations Unies, je sais, comme doit d'ailleurs le savoir le premier ministre, qu'au cours des dernières années, près de deux millions de personnes y sont mortes de faim. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a parlé d'une réponse politique . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député pourrait-il poser sa question?

M. Parent: Monsieur l'Orateur, ma question au premier ministre est la suivante: serait-il prêt à offrir une réponse pratique au problème et à proposer l'envoi par avion de vivres pour secourir le peuple du Kampuchea?